



Interdepartementale Commissie
voor Duurzame Ontwikkeling



**Due Diligence dans le contexte du
Plan d'Action National “Entreprises et Droits de l'Homme”**

Hamida Idrissi, GT RS/CIDD_24.11.2020

Contexte

→ United Nations

UN Guiding Principles on Business and Human Rights. (2011)

- Implementing the UN “Protect, Respect and Remedy” Framework



→ European Union

EU Communication “A renewed EU strategy 2011-2014 for CSR” (2011)

- Elaboration/actualisation des plans d'action Responsabilité Sociétale des Entreprises
- Elaboration d'un plan d'un PAN “Entreprises et Droit de l'Homme” pour la fin 2012

→ Council of Europe

EU Strategic Framework on Human Rights and Democracy (2012)

- Plan d'action national “Entreprises et Droit de l'homme” pour fin 2013

→ Belgium _Coormulti

Plan d'Action National ‘Entreprises et Droits de l'Homme’ (2013)

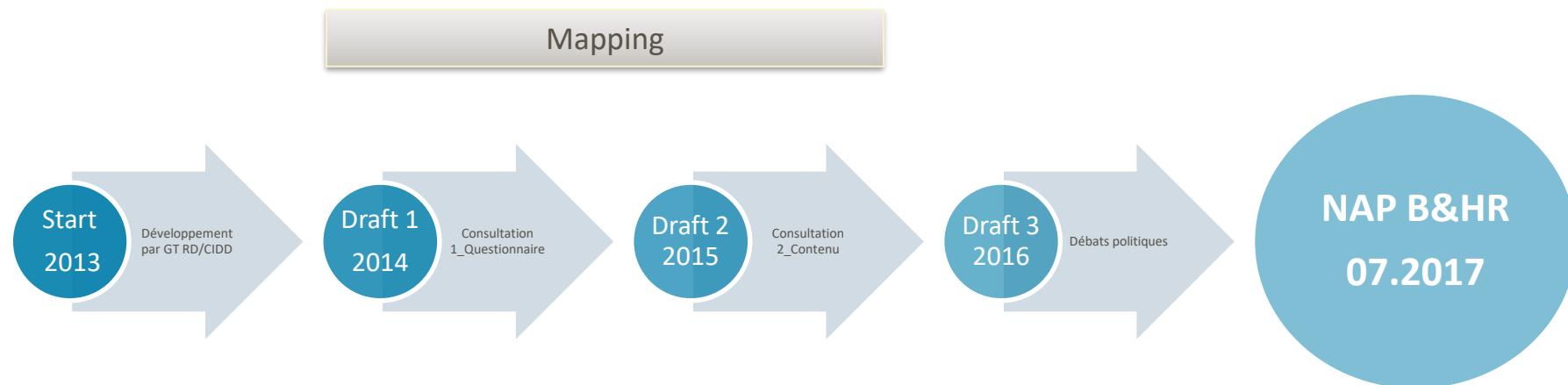
- Accord politique pour le développement d'un PAN « E & DH »

Comment: Processus et acteurs

Décision Coormulti_Plan d'Action National 'Entreprises et Droits de l'Homme' (2013)

- Élaboration du plan d'action via le groupe de travail RSE/ISR de la CIDD
- En concertation avec les parties prenantes
- Sur avis des Conseils consultatifs nationaux et Régionaux
- Une validation politique sera recherchée via le groupe de travail inter cabinets
- 1^{ier} timing indicatif PAN/PAF : fin mars 2014

Processus



PAN « Entreprises et Droits de l'Homme »

Pourquoi ?

- Assumer pleinement leur devoir de promotion et de défense des droits de l'Homme et y aligner le cadre politique et juridique belge

Objectif ?

- Stimuler les entreprises belges et internationales à respecter et promouvoir les droits humains tant **en leur sein que dans leur sphère d'influence.**

Qui ?

- Entreprises publiques, privées, internationales et organisations

Contenu?

- 33 actions
- **Federale, regionale (Fl., Wal., Bxl) et conjointe**
- **Actions CSR + human rights**
- Relevant du **1^{er} et 3^{ème} piliers** de B&HR Framework
- Aperçu Timing, responsable, budget, link avec B&HR et SDGs ,
- **Volontaire et non contraignant**
- **Pas de surréglementation (Gold Plating)**

Suivi & Mise en œuvre

- **Rapport d'avancement public annuel par le GT RS de la CIDD**
- **Evaluation à 3 ans avec les parties prenantes**

	Actions	UN GP's B&HR		SDGs	Autorité responsable/ compétente	Etat des lieux du PAN « Entreprises et Droits de l'Homme » (brève description)	
		pilier	PO			2017	2018
1	Elaborer une boîte à outils destinée aux entreprises et organisations concernant les Droits de l'Homme	I	PO 3	5-8-12-16	IFDD GT RSO de la CIDD Région Wallonne Région Flamande	L'IFDD a lancé un marché (PNPPP) fin 2017. Aucune offre n'a été reçue. Plusieurs organisations ont néanmoins marqué leur grand intérêt mais n'ont pas eu le temps de rédiger une offre de qualité dans le délai imparti. 4 universités belges et 2 bureaux d'experts en R&D ont été consultés. En concertation avec les membres du GT RSE de la CIDD, l'IFDD relancera le marché début 2018. Sur proposition du GT, la liste des prestataires sera complétée et le cahier des charges peaufiné en tenant compte des remarques formulées. La livraison de la boîte à outils reste quant à elle inchangée soit au plus tard octobre 2018.	IFDD & GT RSE de la CIDD L'IFDD a relancé un marché portant sur développement d'une boîte à outils « Droits de l'Homme ». Cette boîte à outils vise à fournir un ensemble d'instruments accessibles pour guider les organisations (et leurs parties prenantes) dans leurs obligations en matière de Droits de l'Homme, dans le cadre de leurs activités. Cet projet a été confié à l' University of Antwerp , en consortium avec l' IPIS Research . Après plus de 6 mois de recherche, de consultation des parties prenantes et de développement technique, la boîte à outils, disponible en 3 langues, a été mise en ligne le 1 novembre 2018. Son lancement officiel a eu lieu le 10 décembre 2018, jour de commémoration des 70 ans de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. FR : https://entreprises-droitshomme.be/ NL : https://bedrijven-menserrechten.be/ EN : https://business-humanrights.be/
2	Elaborer une brochure sur les mécanismes de réparation liés à l'autorité publique	III	PO 26 & 27	16	IFDD	Les actions 2 et 3 ont été mises en œuvre conjointement via deux marchés : L'IFDD a lancé : <ul style="list-style-type: none">un premier marché public portant sur la réalisation (I.) d'une étude exhaustive sur les mécanismes recours statutaires existants, (II.) d'une brochure pratique disponible en 4 langues destinée aux (représentants des) victimes et acteurs concernés et un rapport de recommandations pour lever les obstacles qui peuvent être une entrave au recours effectif a été réalisé. Cette triple mission a été confiée à l'équipe du Professeur Wouter Vandenhove, expert académique « Droits de l'Homme » à l'Université d'Anvers. Livraison finale juillet 2017.	IFDD & GT RSE de la CIDD • La thématique « Accès aux voies de recours » ayant été très dynamique au niveau national et international, une actualisation du contenu de la brochure a été nécessaire. Cette actualisation a porté principalement sur l'ajout de nouveaux mécanismes adoptés dans le courant 2018. A cette occasion, un re-lifting de la forme a également été opéré, répondant ainsi aux remarques formulées par les utilisateurs (juin 2018). Nouvelles versions (en 4 langues) disponibles sur : https://www.developpementdurable.be/sites/default/files/content/fr_brochure_droits_de_lhomme_062018.pdf *Après évaluation des suites à réservé au rapport de recommandations, portant sur la levée des obstacles qui peuvent être une entrave au recours effectif, réalisé par les experts académiques belges, ce dernier a été diffusé auprès des parties prenantes demandeuses et publié sur le site de l'IFDD. L'objectif étant de lui assurer visibilité et de servir de source d'inspiration à la préparation des politiques futures. *Sur la base des Principes directeurs des Nations Unies de 2011, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Recommendation CM/Rec(2016)3 sur les Droits de l'Homme et les entreprises , un nouvel instrument qui offre des recommandations plus ciblées pour aider les Etats membres à prévenir et corriger les atteintes aux Droits de l'Homme commises par les entreprises, et met l'accent sur les mesures visant à inciter les entreprises à respecter les Droits de l'Homme.
3	Formulation de recommandations en vue d'améliorer l'accès à un mécanisme de réparation judiciaire	III	PO 26 & 27	16	IFDD	Le Point de contact national de l'OCDE du SPF Economie, en collaboration avec le SPF Justice, la Fédération des Entreprises Belges et la Belgian International Chamber of Commerce, a organisé divers événements d'information et de sensibilisation à la lutte contre la corruption dans et par les entreprises nationales et internationales. Des guides pratiques ont également été publiés : <ul style="list-style-type: none">guide anticorruption pour les entreprises belges à l'étranger : Pour mieux se conformer aux règles de lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales.guide anticorruption pour les PME : Une PME de confiance rejette la corruption : pourquoi, comment ?	IFDD & GT RSE de la CIDD A travers le développement de la Toolbox (voir action 1), l'IFDD sensibilise et promeut les initiatives qualitatives existantes, qu'elles soient nationales et internationales. Cette Toolbox en ligne, développée dans un souci d'accessibilité à tous, est disponible en 3 langues et lisible par les personnes porteuses de handicap (label Afnor Access). La Toolbox étant un répertoire organisé des instruments pertinents et inspirants pour les entreprises/organisations afin de les aider à ancrer le respect des Droits de l'Homme dans leurs activités en général. Région Flamande :
4	Promouvoir les initiatives qualitatives existantes relatives aux Droits de l'Homme et à la responsabilité sociétale	I	PO 3	5-8-12-16	IFDD GT RSO de la CIDD Région Wallonne Région Flamande		

disponible en ligne:

<https://www.developpementdurable.be/fr/themes/business-human-rights/cadre-politique>

Evaluation & Perspectives

Consultation des parties prenantes_23.05.2019

Evaluation 1^{er} PAN & Perspectives 2^{ème} PAN



- **Etat de la mise en œuvre**
(Panel Services publics)
- **Evaluation & Perspectives**
(Panel Multipartite)
- **Pistes d'action 2020-2023**
(Ateliers thématiques)

Evaluation & Perspectives



Plan d'action national « Entreprises et droits de l'Homme » 2.0

Thème PAN 2.0

- Due Diligence
- Chaînes d'approvisionnement durables
- Access to remedy
- Centre de connaissance multipartite

Point d'attention PAN 2.0

- SDGs comme point d'entrée
- Smart Mix
- Approche sectorielle (à risque pour Be)
- Approche PME/TPE
- Pas de nouveaux labels/standards

Processus PAN 2.0

- Affiner l'examen des progrès du 1^{er} PAN
- Intégrer des indicateurs de suivi SMART
- Renforcer la qualité de la consultation
- National Baseline Assessment Business & Human Rights

Plus d'information sur le PAN « Entreprises et droits de l'Homme »

Plus d'information sur « Evaluation 1^{er} PAN et perspectives 2^{ème} PAN »



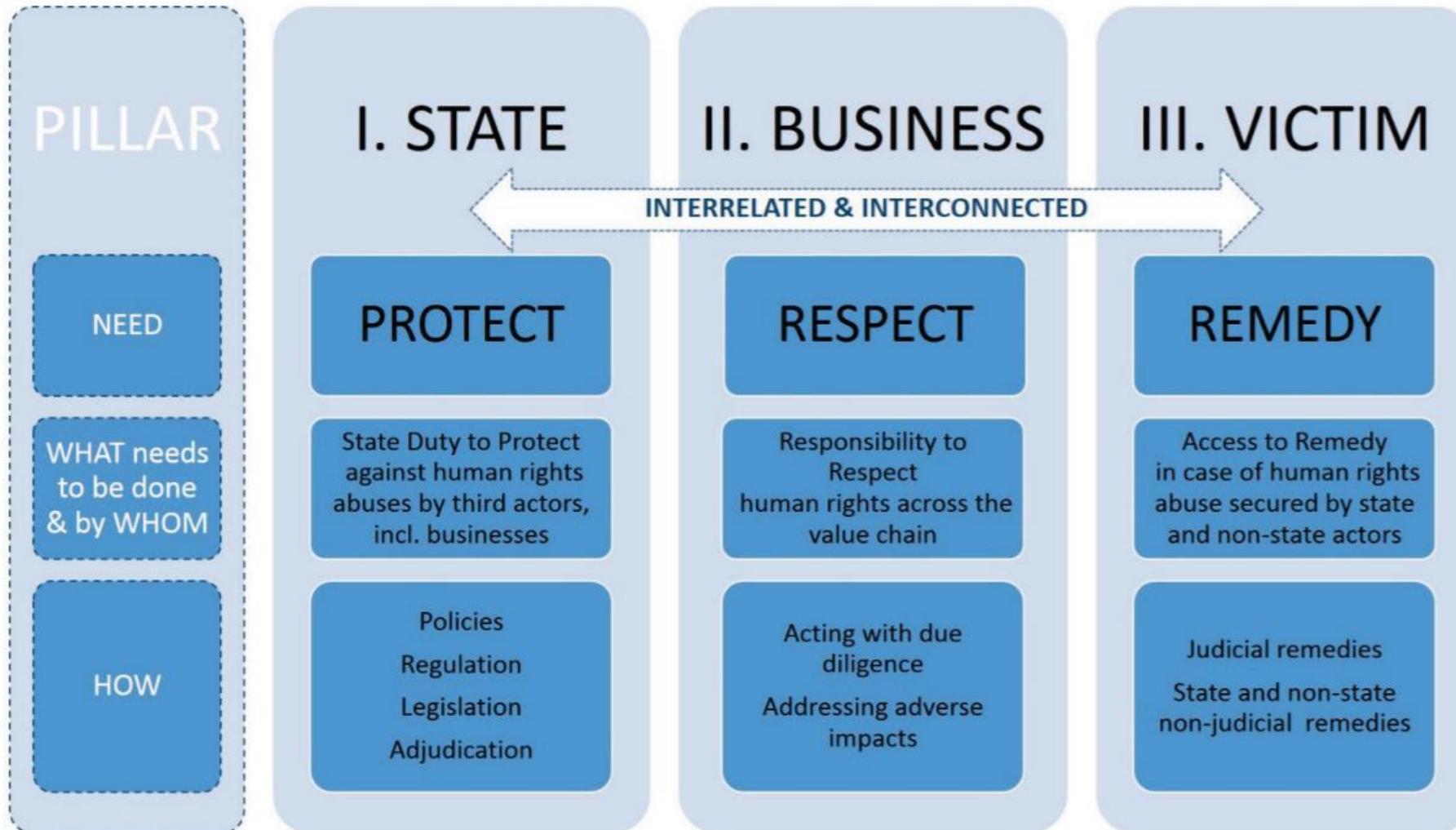
National baseline assessment on business & human rights

Intermediate findings

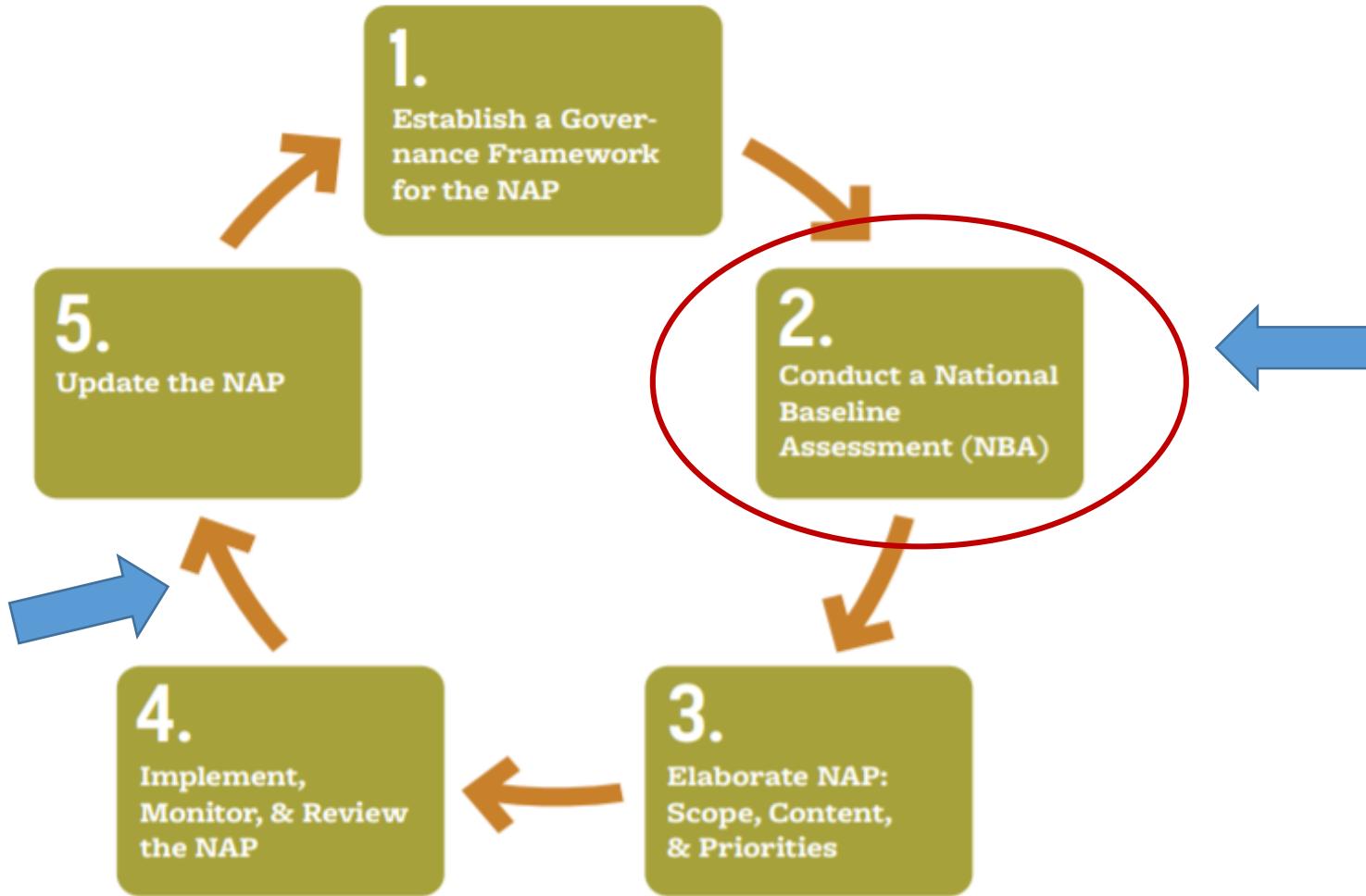
29 Oct 2020, SDG Forum, Brussels



UNGPs: “represent a broad consensus across different societal actors”



National Action Plans: the process



National baseline assessment (NBA)

Current level of implementation of UNGPs in Belgium

- Balanced assessment of existing regulatory frameworks, policies, structures and actions
- Formulation and prioritization of actions for a second NAP

- Pillar I - the state (UAntwerpen)
- Pillar II - business (HIVA-KU Leuven)
- Pillar III – access to remedy (UAntwerpen)
- Conflict-affected and high risk areas (IPIS)

Pillar II - Corporate responsibility to respect human rights

Pillar II: Corporate responsibility to respect HR

Guiding principle 15:

- 1) A *policy commitment* to meet their responsibility to respect human rights;
- 2) A *human rights due diligence process* to identify, prevent, mitigate and account for how they address their impacts on human rights;
- 3) *Processes to enable the remediation of any adverse human rights impacts they cause or to which they contribute.”*

Pillar II: methodological approach

- 1) Screening of policies and processes of 30 Belgian companies
- 2) Stakeholder consultation
- 3) Mapping of cases of HR-violations involving Belgian companies

Corporate Human Rights Benchmark (CHRB)

Core Indicator Assessment



- Measures **compliance** with UNGPs
- **3 measurement themes**
 - Policy commitments;
 - **HRDD-process;**
 - Remedy- and grievance mechanisms
- **13 indicators** (0-2)

A.1.1 Commitment to respect human rights

Source: UNGP 11 and 12; UNGPRF A1; GRI 103-2

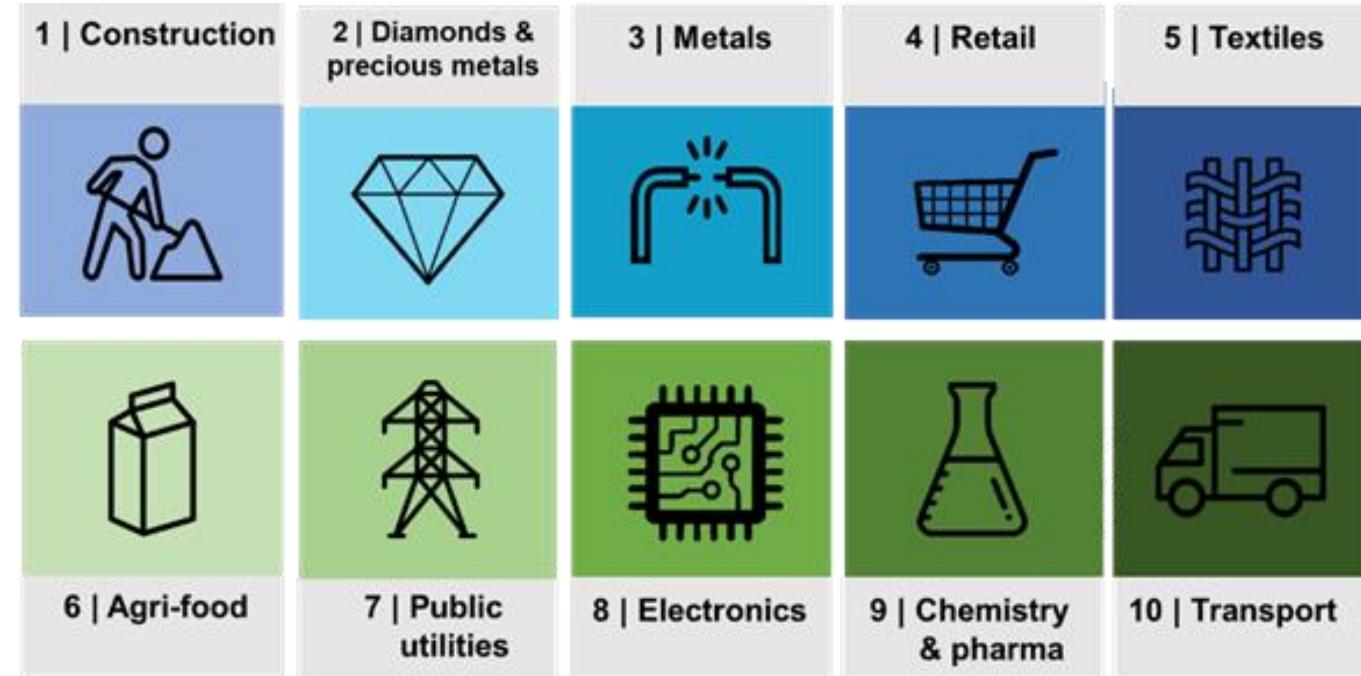
The Company publicly commits to respecting human rights across its activities. It must be clear the commitment relates to all internationally recognised human rights, rather than to only one or more selected human rights. This only considers commitments to avoid adverse human rights impacts and does not include philanthropic commitments.

Score 1	Score 2
<p>The Company has a publicly available statement of policy committing it to respect human rights OR the ten principles of the UN Global Compact (as principles 1 and 2 include a commitment to respect human rights) OR the rights under the Universal Declaration of Human Rights (UDHR) OR the International Bill of Human Rights.</p>	<p>The Company's publicly available statement of policy also commits it to: the UN Guiding Principles on Business and Human Rights OR the OECD Guidelines for Multinational Enterprises.</p>

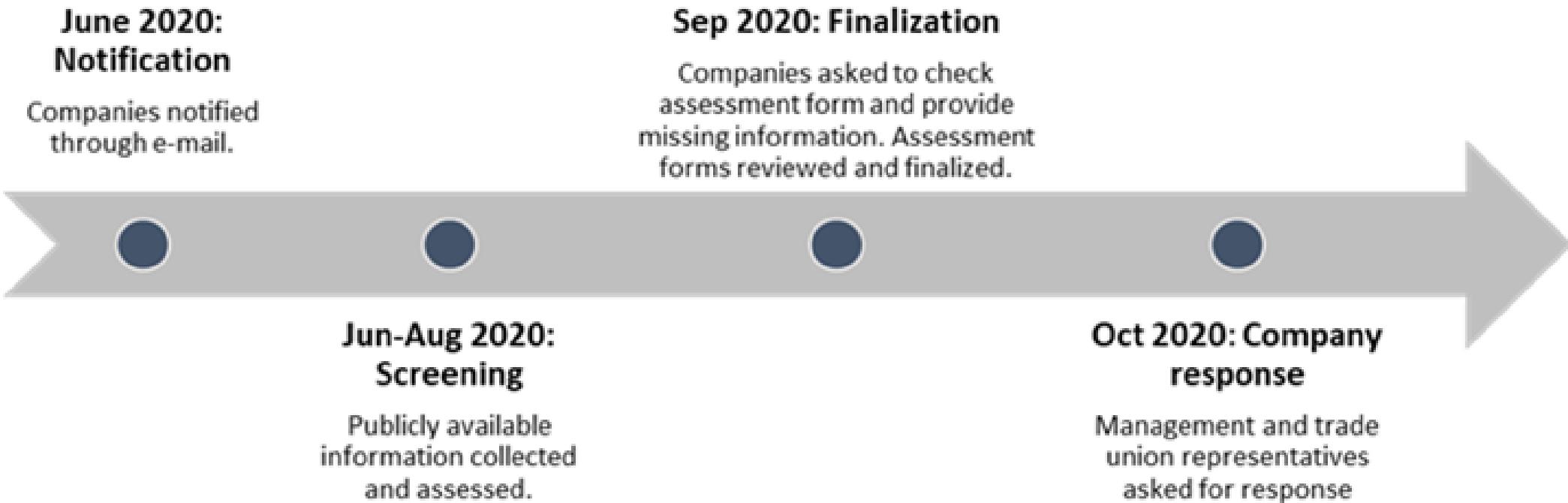
Points Available: 0, 0.5, 1, 1.5, 2*

CHRB Core Indicator Assessment

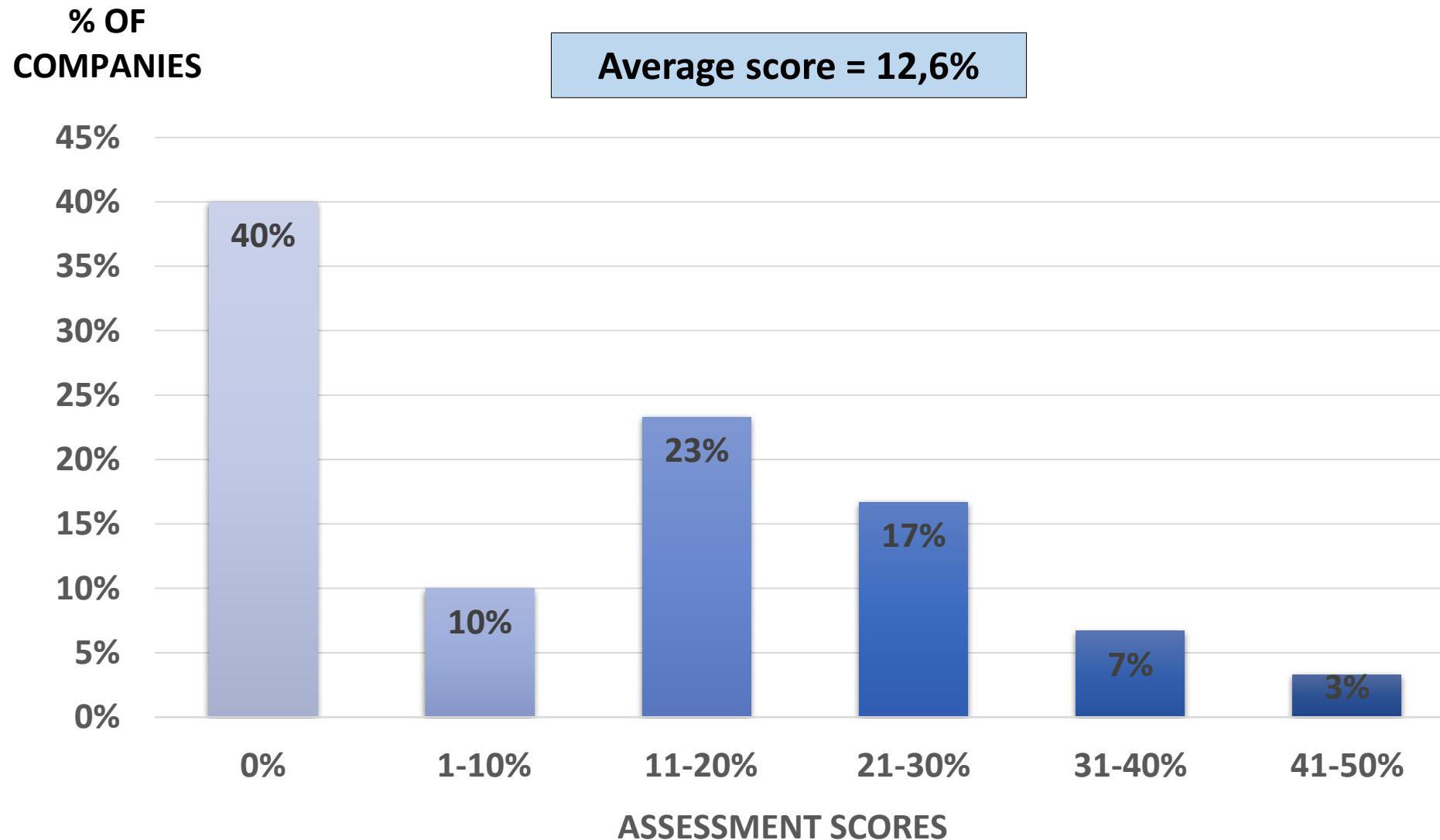
- **Publicly available** information (website, reports, ...)
- Focus on **formal systems and procedures**; not actual human rights performance
- **30 companies** from 10 high-risk sectors



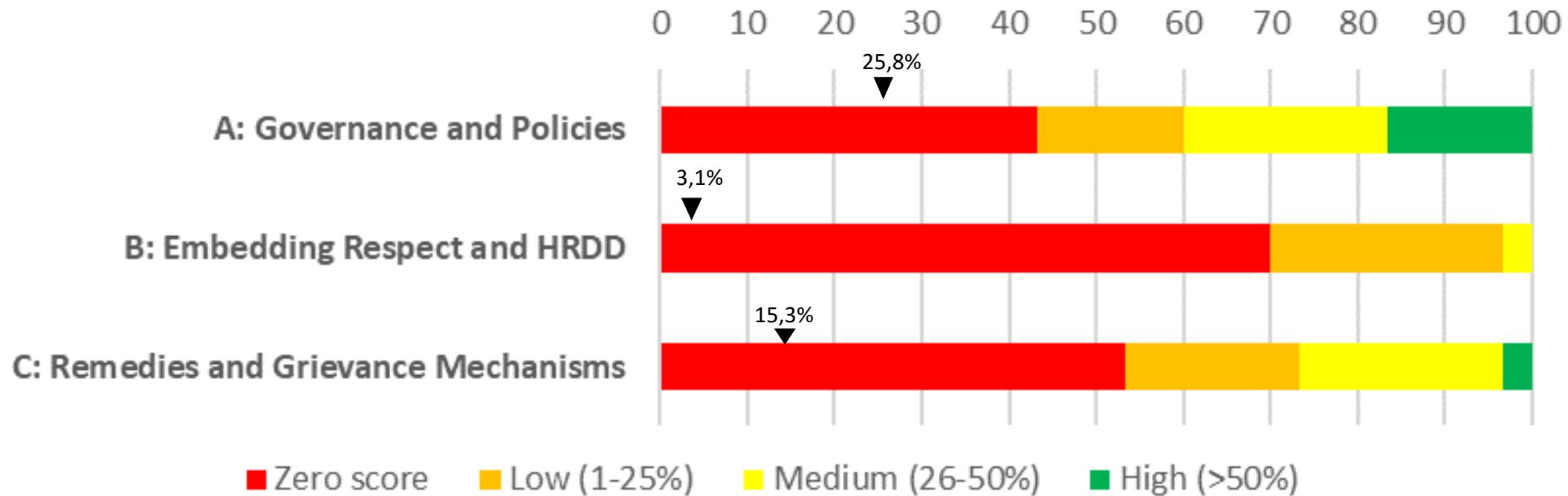
CHRB assessment process



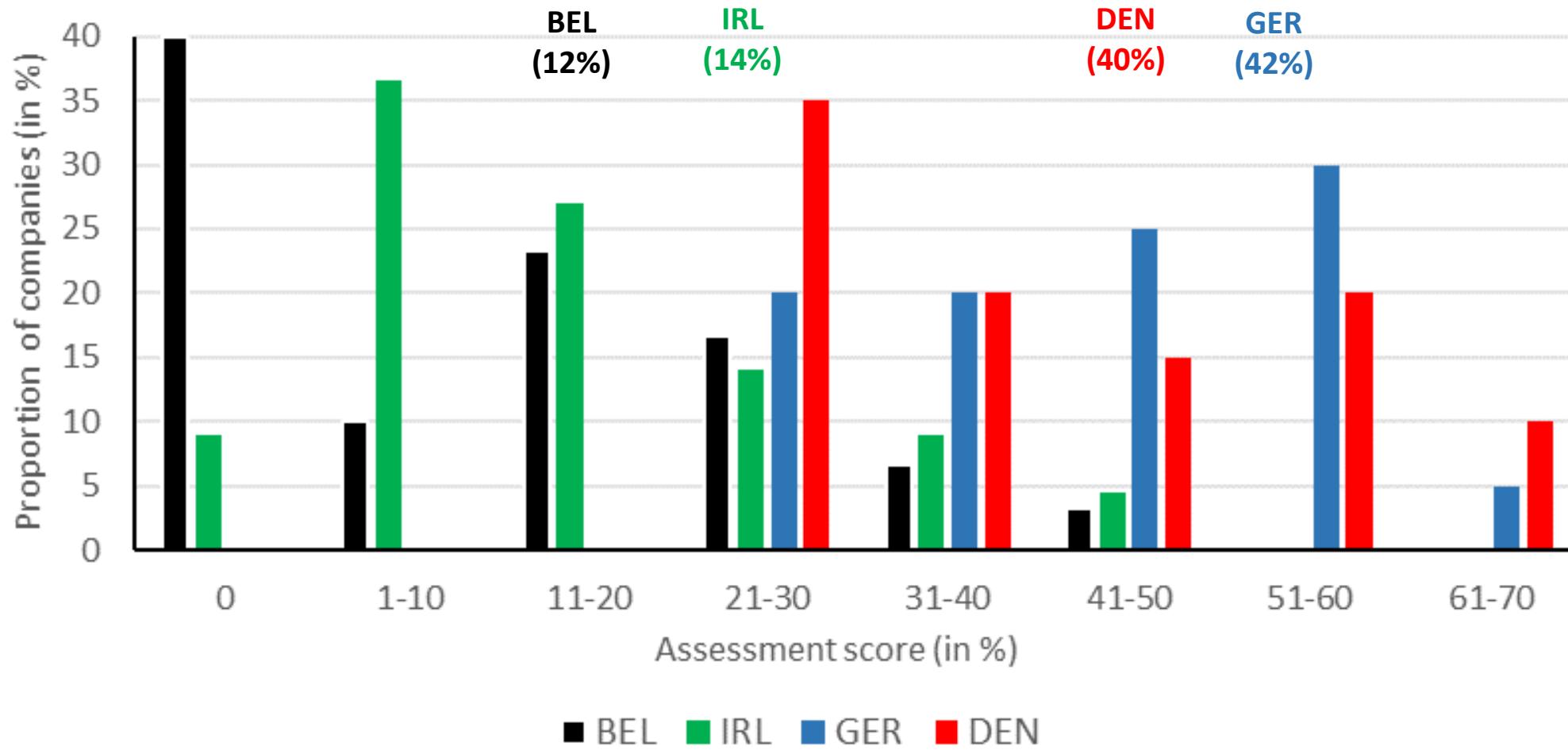
CHRB assessment results



CHRB assessment results: per theme

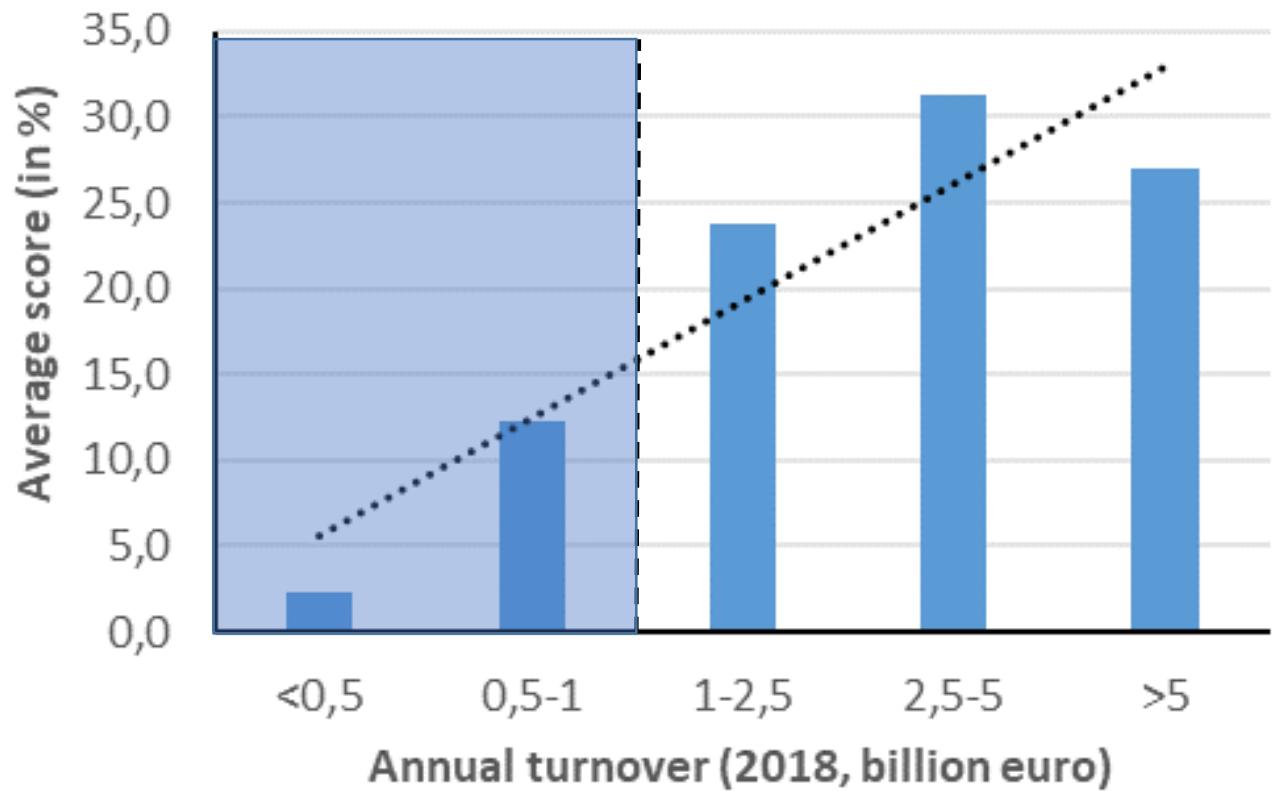


CHRB assessment results: comparison



CHRB assessment: interpretation

- **Size** matters (to a certain extent)
- **Institutional context** matters
- **Sectoral background:** inconclusive



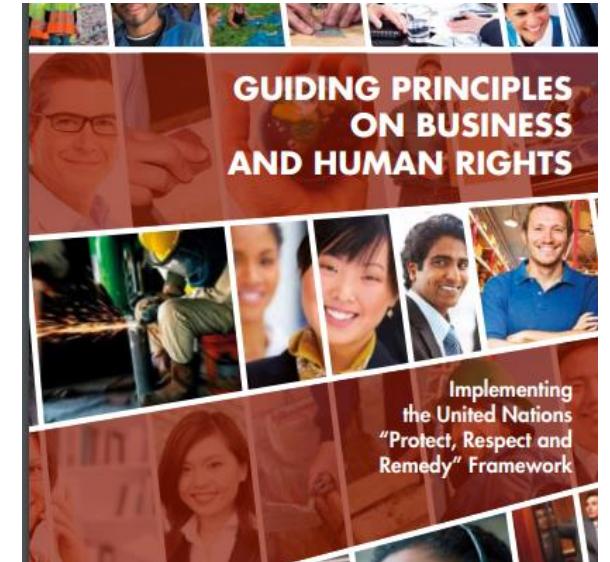
Small & medium enterprises: HRDD

- **UNGP 14:**

“The responsibility of business enterprises to respect human rights applies to all enterprises regardless of their size” (...)

“the scale and complexity of the means through which enterprises meet that responsibility may vary according to these factors and with the severity of the enterprise’s adverse human rights impacts.”
- **Challenges:** size, position in GVC, informal management styles, ...
- **Opportunities:** proximity (with workers and suppliers), role of owner-manager, ...
- What role for **collective action?**

Concluding remarks



Conclusions - pillar II

Human rights policy commitment

<i>1. Human rights policy commitments</i>	
<i>2. Management commitment and embedding of human rights into the company</i>	
Status	Gaps
<ul style="list-style-type: none">• HR commitment sufficient for most large companies (turnover > €750m)• Much lower % for companies in 'middle segment' (turnover of €50m-€750m)• Not on 'radar' of most SMEs	<ul style="list-style-type: none">• Visibility of HR commitments• Commitments to engage with stakeholders and access to remedy• Awareness & support for SMEs and 'middle segment'

Conclusions - pillar II

Human rights due diligence

1. Assessment of adverse human rights impacts

2. Integrating and acting upon findings and prioritising responses

3. Tracking and communicating

4. Reported adverse impacts on human rights

Status	Gaps
<ul style="list-style-type: none">• HRDD is blind spot (with a few exceptions)• If present, mostly restricted to risk identification (30%)• Stuck in audit mode	<ul style="list-style-type: none">• Systematic supply chain HR risk assessments and follow-up• HRDD integration in structures & activities• Transparency and communication on HRDD implementation

NBA process

Feb 2020

Mar-Oct 2020

Oct 2020

Jan 2021

Information session

Review of documentation & key informant interviews

SDG Forum: tentative findings

Stakeholder consultation on first draft

More about Belgian NBA Business & Human Rights
<https://www.nationalbaselineassessment.be/>



© 2018 Belgian NBA
All rights reserved

